

**50**  
**ANS**  
**YEARS**



INSTITUT  
DE RECHERCHE  
EN POLITIQUES  
PUBLIQUES



Rapport Annuel  
**2022-2023**

Recherches de pointe →

Décisions éclairées.

Depuis 1972.



INSTITUT DE RECHERCHE  
EN POLITIQUES PUBLIQUES

# TABLE DES MATIÈRES



<b>4</b>	Notre mission
<b>4</b>	Notre objectif
<b>5</b>	Nos valeurs
<b>8</b>	L'année en chiffres
<b>10</b>	Message de la Présidente du conseil d'administration
<b>12</b>	Message de la Présidente
<b>14</b>	Recherche
<b>16</b>	Faits saillants de la recherche
<b>16</b>	Assurance-emploi
<b>18</b>	Défis du vieillissement et Le filet social des adultes en âge de travailler
<b>20</b>	Les compétences de l'avenir et l'apprentissage des adultes
<b>22</b>	Centre d'excellence sur la fédération canadienne
<b>24</b>	<i>Options politiques</i>
<b>26</b>	Communications
<b>28</b>	Publications de recherche
<b>30</b>	Comité des placements
<b>34</b>	États financiers
<b>45</b>	Nos commanditaires et nos collaborateurs

# NOTRE MISSION

L'IRPP contribue à l'amélioration des politiques publiques en produisant des recherches et des analyses approfondies qui **éclaircent** le débat sur les grands enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens et leurs gouvernements.

# NOTRE OBJECTIF

Nous rapprochons les milieux de la recherche et des politiques publiques pour améliorer la vie de nos concitoyens.



# NOS VALEURS

## Nous sommes **indépendants**

Notre indépendance et le contrôle rédactionnel que nous exerçons sur nos travaux assurent la crédibilité de toutes nos activités. Nous révélons aussi en toute transparence quelle est la nature de nos soutiens financiers.

## Nous avons une **portée nationale**

Nous traitons d'enjeux qui concernent tous les Canadiens et tous les ordres de gouvernement, et examinons les différents moyens d'améliorer les relations intergouvernementales.

## Nos recherches sont fondées sur des **données probantes**

Nos travaux sont menés dans un esprit d'ouverture et selon d'exigeantes normes de rigueur et d'intégrité méthodologiques. Leurs résultats sont l'objet d'un examen par les pairs ou font l'objet de l'évaluation de spécialistes.

## Nous sommes **collaboratifs**

L'IRPP tisse des liens avec des partenaires de multiples secteurs et consulte de nombreux experts pour approfondir sa compréhension des enjeux et créer de fructueux réseaux. En vue d'éclairer le débat public, nos publications sont souvent conçues en collaboration avec des chercheurs, auteurs et intervenants externes.

## Nous sommes **inclusifs**

Pour refléter la diversité de la société canadienne, nous veillons à ce que nos travaux expriment un vaste éventail de points de vue et cherchons à supprimer les obstacles systémiques à l'inclusion afin d'intégrer au débat public les groupes en quête d'équité.

## Nous **partageons nos connaissances**

Nous visons à élargir le champ des connaissances auxquelles peuvent accéder les Canadiens, y compris les responsables et décideurs politiques. Pour mobiliser les esprits, nous privilégions un langage clair, favorisons le dialogue et misons sur toutes les plateformes médiatiques.

## Nous menons nos activités dans les **deux langues officielles**

Nous diffusons nos travaux, exerçons nos activités et stimulons le débat public en français et en anglais afin d'enrichir les échanges sur une série d'enjeux nationaux.



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENTE Anne McLellan, Edmonton  
VICE-PRÉSIDENT Alex Marland, St. John's  
PRÉSIDENTE Jennifer Ditchburn, Ottawa

Ian Brodie, Calgary  
Jean Charest, Montréal  
Cassie Doyle, Vancouver  
Haley Flaro, Fredericton  
Virginia Mearns, Iqaluit  
Gary Merasty, Winnipeg  
Nancy Olewiler, Vancouver  
Elizabeth Roscoe, Ottawa  
Christopher Sands, Washington D.C.  
Tamara A. Small, Guelph  
James (Jason) Stewart, Toronto  
Martine St-Victor, Montréal  
Ali Suleman, Toronto  
Vianne Timmons, St-John's  
Ray Williams, Toronto



## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Exercice se terminant le 31 mars

	2023	2022	2021
<b>Budget de fonctionnement</b>	3 829 875	3 263 181	3 078 000
<b>Dépenses</b>	3 499 755	3 063 181	2 936 000
<b>Excédent (insuffisance) du budget de fonctionnement sur les charges</b>	<b>330 120</b>	<b>200 000</b>	<b>142 000</b>

# L'ANNÉE EN CHIFFRES

du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023

# 7



publications  
de recherche



# 377



Articles  
d'Options politiques

# 5



publications du Centre d'excellence  
sur la fédération canadienne



## ACTIVITÉS EN LIGNE

# 2 477 070

pages vues

**1 442 818** utilisateurs du site  
**7 545** téléchargements  
**171 247** vues sur *Apple News*

## RÉSEAUX SOCIAUX

# 42 403

abonnés

**198 017** visites du site Web générées par les réseaux sociaux  
**24 188** abonnés Twitter  
**14 766** abonnés LinkedIn  
**2 931** abonnés Facebook  
**6 954** visionnements sur YouTube  
**518** abonnés Instagram

## ÉVÉNEMENTS

# 4 637

inscriptions

**6** panels hybrides  
**2** webinaires  
**2** ateliers  
**1** conférence en personne  
**1** causerie

**1** gala de collecte de fonds  
**1** panel d'experts  
**1** réception de réseautage  
**1** discours principal  
**1** souper  
**2** prix remis  
**1** récital de poésie

**4 637** inscriptions  
**2 547** participants  
**40** intervenants externes

## BALADO

# 40 105

écoutes

**18** épisodes

## RÉFÉRENCEMENT

# 320

universitaires

**11** gouvernementaux

## MENTIONS DANS LES MÉDIAS

# 375 250 000

de lecteurs et d'auditeurs potentiels

**1 454** articles et émissions

MESSAGE DE LA  
**PRÉSIDENTE  
DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION**

Anne McLellan



L'année écoulée a été charnière pour l'IRPP et je suis d'autant plus fière d'y avoir participé que mon mandat au sein du conseil d'administration touche à sa fin.

Notre 50<sup>e</sup> anniversaire a permis de mettre en lumière la contribution inestimable de l'IRPP, passée et présente, en proposant des solutions aux questions essentielles de politiques publiques auxquelles le Canada et les Canadiens sont confrontés. J'ai trouvé particulièrement encourageant que les célébrations soient autant tournées vers l'avenir que vers le passé. Sous la direction de Jennifer Ditchburn, les travaux de l'Institut soulignent la valeur d'une recherche de qualité dans un monde où les faits sont souvent contestés et où les divisions politiques prennent une ampleur inquiétante.

Comme le montrent les différentes sections de ce rapport annuel, l'IRPP est bien outillé pour affronter l'avenir avec confiance. Cette année, nous avons été renforcés par de nouvelles nominations, de nouveaux produits, de nouveaux partenariats et par la diversité de nos projets de recherche. De plus, nos finances sont en excellente santé.

L'équipe de direction a accueilli Rachel Samson au poste de vice-présidente à la recherche. Mme Samson possède une vaste expérience dans les conseils politiques fondés sur des données probantes, d'abord en tant qu'économiste et cadre au sein du gouvernement fédéral et, plus récemment, en tant que consultante réputée. Dans cette dernière fonction, elle a dirigé des rapports de recherche approfondis sur un large éventail de questions, parmi lesquelles les changements climatiques, le rôle du pétrole et du gaz dans l'économie mondiale en mutation, et la biodiversité.

Nous avons accueilli Haley Flaro au conseil d'administration en mars 2023. En tant que directrice générale d'Ability New Brunswick, Mme Flaro est une leader depuis près de vingt ans dans le domaine de l'élaboration de politiques publiques en matière de santé et de handicap. Elle apporte

une perspective précieuse au travail de l'IRPP en tant que défenseure des personnes vivant avec un handicap moteur, des jeunes, des personnes âgées et des personnes vivant dans la pauvreté.

Nous sommes également ravis que deux des membres actuels de notre conseil d'administration, Alex Marland, qui est également vice-président du conseil, et Christopher Sands, aient accepté de remplir un second mandat de quatre ans.

Je quitterai mes fonctions en décembre 2023 après 15 années enrichissantes au sein du conseil d'administration de l'IRPP, dont les 5 dernières en tant que présidente. J'ai eu l'honneur et le grand plaisir de travailler avec trois présidents dynamiques, Mel Cappe, Graham Fox et Jennifer Ditchburn, qui ont chacun fait progresser l'Institut, élargissant sa portée et sa pertinence. Nous avons célébré ensemble de nombreuses étapes importantes, notamment les 40<sup>e</sup> et 50<sup>e</sup> anniversaires, la transition d'*Options politiques* d'un magazine imprimé à une plateforme de médias numériques, la création du Centre d'excellence sur la fédération canadienne et plus encore.

Aucune de ces réalisations n'aurait été possible sans le dévouement de mes collègues directeurs et du personnel talentueux de l'IRPP. À vous tous : un immense merci ! Je sais que ma successeuse, Elizabeth Roscoe, membre du conseil d'administration depuis 2018, sera aussi merveilleusement épaulée que j'ai eu la chance de l'être.

Je continuerai à m'intéresser de près aux activités de l'IRPP, à lire de nombreux autres articles d'*Options politiques* et à suivre les réflexions qu'ils suggèrent, et à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour soutenir notre mission. Je ne doute pas que, pendant de nombreuses décennies, les travaux de l'IRPP continueront à jouer un rôle influent dans l'orientation des discussions sur les politiques publiques dans notre pays et ailleurs dans le monde.

# MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Jennifer Ditchburn

L'Institut de recherche en politiques publiques s'est retrouvé cette année au sein d'un cercle restreint de groupes de réflexion canadiens qui ont atteint les 50 ans d'existence. La liste des accomplissements à célébrer est longue : des livres primés, des conférences historiques et des publications influentes qui ont guidé des décisions de politiques publiques clés. Depuis notre création en 1972, nous avons ajouté à nos activités le magazine *Options politiques* et le Centre d'excellence sur la fédération canadienne.

Notre équipe a marqué l'année anniversaire de diverses manières, toutes plus créatives les unes que les autres. Nous avons créé [un espace spécifique sur le site Web](#) et produit une [nouvelle vidéo](#) qui met en lumière l'histoire et la mission de l'IRPP. Nous avons organisé [neuf événements](#) dans des écoles de politiques et d'administration publiques à travers le pays. Enfin, nous avons organisé [un gala à guichets fermés](#) à Ottawa qui a permis de récolter 295 000 \$ pour financer une nouvelle bourse destinée à soutenir le travail d'un chercheur en début de carrière qui s'identifie comme Noir, Autochtone ou racisé. Lors du gala, nous avons également décerné des prix à l'étudiante Brittany McDonald et à l'universitaire Pamela Palmater, qui ont toutes deux contribué de manière significative à la mobilisation des connaissances.

Alors même que nous fêtons l'événement, nous avons mis la table pour l'avenir et nous nous sommes préparés à un paysage politique qui ressemblera probablement peu à celui que l'IRPP a étudié au cours du demi-siècle dernier. Nous sommes aux prises avec les effets des changements climatiques et une économie rapidement remodelée par la décarbonation, l'automatisation et l'intelligence artificielle, ainsi que par des changements démographiques majeurs. Afin que nous puissions contribuer de manière importante à la création d'une société plus inclusive, notre travail doit également prendre en compte les impacts de la colonisation et de la persistance des inégalités raciales au Canada

Les événements universitaires que nous avons organisés visaient à identifier les domaines politiques qui devraient attirer davantage l'attention des décideurs, notamment la résilience climatique et les défis en matière de logement. Notre équipe de recherche a commencé à élaborer le cadre d'un nouveau programme et d'une nouvelle approche ambitieuse, qui s'appuie sur davantage d'analyses produites à l'interne et sur plus d'intersection entre nos différentes initiatives de recherche.

L'héritage de l'IRPP se mesure notamment à l'aune des publications importantes que nous avons produites et des événements très médiatisés que nous avons organisés. Mais nous devons également l'évaluer suivant les personnes qui ont franchi nos portes en tant que membres du personnel, membres du conseil d'administration ou comme collaborateurs. Nous pouvons affirmer avec confiance que l'IRPP a formé des générations de penseurs politiques et amplifié la voix de milliers de chercheurs, contribuant ainsi à un dialogue politique mieux informé au Canada. Cette année, nous avons accueilli [Rachel Samson](#), économiste et responsable de recherche sur les politiques publiques, en tant que nouvelle vice-présidente à la recherche. Elle est rejointe par les nouveaux directeurs de recherche [Julian Karaguesian](#) et [Shaimaa Yassin](#), ainsi que par l'assistant de recherche Zakayo Kisava.

Je tiens à remercier mes collègues de l'IRPP pour l'énorme travail qu'ils ont réalisé à l'occasion de la célébration de notre 50<sup>e</sup> anniversaire. Ce projet a impliqué tous les membres de l'équipe et reflété leurs idées sur la manière de marquer stratégiquement l'année. Je remercie également le conseil d'administration pour son soutien, en particulier la présidente du comité du gala (et future présidente du conseil), [Elizabeth Roscoe](#).

Je tiens également à exprimer ma gratitude à [Anne McLellan](#), qui a été un mentor important pour moi alors que j'entrais dans mes fonctions de présidente et chef de la direction. L'Institut a eu la chance de bénéficier de son dévouement et de ses précieux conseils.

A woman with long dark hair, wearing a dark blue sleeveless dress with a large silver brooch at the waist, is speaking at a podium. Her hands are raised in a gesture of emphasis. The background is dark with blurred lights, suggesting an indoor event or stage setting.

J'aimerais conclure avec les mots de l'artiste et défenseur de l'inclusion Greg Frankson, qui a marqué notre gala en récitant avec enthousiasme son poème original créé pour l'IRPP, *A Multiplicity of Birdsong*. Les derniers vers sont un clin d'œil à la réconciliation et à la politique publique, et nous permettent d'aller de l'avant avec cette ambition :

*construisons un nouvel avenir qui respecte  
nos liens d'amitié*

*les yeux clairs et des paroles de vérité  
qui honorent les protocoles de paix  
fusionnons la mémoire collective avec  
les nécessités modernes de ce moment -  
et pour les sept prochaines générations,  
que la prospérité ne cesse jamais.*

[traduction libre]

# RECHERCHE

Vice-présidente à la recherche : Rachel Samson

Directeurs de recherche : Natalia Mishagina, Shaimaa Yassin et Julian Karaguesian

Rédactrice-révisseuse principale : Rosanna Tamburri

Analyste principal des données : Ricardo Chejfec

Assistant de recherche : Zakayo Kisava

L'année écoulée a été marquée par le renouvellement de l'équipe de recherche de l'IRPP. Rachel Samson est devenue vice-présidente à la recherche en avril 2022. Shaimaa Yassin et Julian Karaguesian ont été nommés directeurs de recherche à l'automne, et Ricardo Chejfec a pris ses fonctions d'analyste principal des données au début de l'année 2023. Enfin, Rosanna Tamburri – rédactrice-révisseuse principale de l'IRPP – a pris un rôle plus important au sein de l'équipe.

Nous avons également la chance de pouvoir faire appel à quatre nouveaux conseillers externes en recherche, des experts de renom qui guideront notre équipe dans le développement de nos programmes de recherche et dans la publication d'un plus grand nombre d'études et d'analyses produites à l'interne :

**Don Drummond**, Stauffer-Dunning Fellow en politiques publiques mondiales et professeur adjoint à l'école de politiques publiques de l'Université Queen's.

**Louise Levonian**, présidente du Better Evidence Council de Blueprint et ancienne sous-ministre à Emploi et Développement social Canada.

**Jennifer Robson**, professeure agrégée de gestion politique à l'Université Carleton.

**Debra Thompson**, professeure agrégée de sciences politiques et titulaire de la Chaire de recherche du Canada de niveau 2 à l'Université McGill sur les inégalités raciales dans les sociétés démocratiques.



L'équipe de recherche est désormais bien positionnée pour s'attaquer à un programme ambitieux. Nous avons déjà lancé plusieurs nouveaux programmes de recherche et nous avons élargi le mandat de certains projets existants :

**Refonder la croissance économique sur de nouvelles bases :** Des recherches à l'appui des décisions qui jettent les bases de la prospérité à long terme du Canada dans un contexte d'évolution des forces géopolitiques, de changements technologiques et démographiques, de réconciliation avec les peuples autochtones, et en tenant compte des réactions des décideurs politiques et des marchés face aux changements climatiques.

**Renforcer la main-d'œuvre du Canada :** Des recherches visant à ce que les décisions politiques tiennent compte des défis liés à la main-d'œuvre tels que la transition vers une économie à faible émission de carbone, l'adoption de nouvelles technologies et l'évolution démographique.

**Vers un Canada plus équitable :** Des recherches qui ouvrent la voie au développement de politiques améliorant la situation et les possibilités de tout un chacun, en s'attaquant à des problèmes tels que la disponibilité et l'abordabilité des nécessités de base, et les iniquités dans les soins de santé, le marché du travail et le domaine de l'éducation.

Cette année, nous avons été rejoints par Cuong Quy (CQ) Huynh. CQ a été le fellow 2022-23 aux affaires internationales du U.S. Council on Foreign Relations. Il est cofondateur de Rende Progress Capital, un organisme à but non lucratif qui investit dans les entrepreneurs immigrés et issus de minorités. Pendant son séjour à l'IRPP, CQ a travaillé sur un livre explorant les défis auxquels sont confrontés les entrepreneurs immigrants au Canada et aux États-Unis. Nous lui sommes reconnaissants pour sa contribution et lui souhaitons beaucoup de succès dans ses projets futurs dans ce domaine important.

## NOTRE EXPERTISE EN DEMANDE

Alors que nous préparons l'élargissement de notre production interne d'analyses, les membres de notre équipe de recherche continuent de partager leur expertise avec le reste de la communauté.

Voici quelques-uns des événements auxquels nous avons participé cette année :

- Forte de son expérience en matière de politiques climatiques, Rachel Samson a été invitée à s'exprimer lors de nombreuses conférences et événements. Elle a fait une présentation lors de la conférence annuelle Scaling Up Bioeconomy et a témoigné au sujet de l'hydrogène devant le comité permanent du Sénat sur l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles.
- Mme Samson a participé à une table ronde lors de la convention annuelle de United Food and Commercial Workers sur les implications pour les travailleurs d'une transition vers une économie nette zéro.
- Innovation, Sciences et Développement économique Canada a sollicité Natalia Mishagina à titre d'experte en matière d'éducation et de main-d'œuvre dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation.
- Mme Mishagina a été interviewée dans le cadre d'une étude menée par un groupe de recherche de l'Université de Toronto sur l'influence des connaissances produites par les organisations internationales sur l'élaboration des politiques nationales.
- Ricardo Chejfec s'est adressé aux étudiants de la Max Bell School of Public Policy de l'Université McGill pour leur parler de son expérience au sein d'un groupe de réflexion. Il a également prononcé une allocution à l'Université Carleton au sujet des travaux de l'IRPP sur l'assurance-emploi.
- Mme Mishagina, M. Chejfec et Mme Samson ont été interviewés dans le cadre d'une étude menée par la Royal Roads University sur le développement des compétences pour la transition nette zéro.

# FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE

## Assurance-emploi

Rachel Samson, Ricardo Chejfec et Rosanna Tamburri

Le gouvernement fédéral ayant jeté les bases d'une réforme du régime d'assurance-emploi (AE), nous avons entrepris notre propre analyse et organisé plusieurs ateliers d'experts afin d'explorer certaines options. Les rapports de l'IRPP ont conclu que ce programme essentiel ne remplit pas son rôle de stabilisateur économique et qu'il n'est pas davantage prêt à faire face à une augmentation de la demande de prestations due à une récession qu'il ne l'était lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé, au début de l'année 2020.

Notre premier rapport, intitulé [How to Modernize Employment Insurance: Toward a Simpler, More Generous and Responsive Program](#), s'est concentré sur les options de modernisation de l'assurance-emploi. Un rapport de suivi, intitulé [Financing Employment Insurance Reform: Finding the Right Balance](#), s'est penché sur la question

épineuse de l'élargissement de la couverture tout en maintenant les cotisations à un niveau abordable et en préservant la stabilité de la caisse d'assurance-emploi. Un commentaire connexe, intitulé [Building a Package of Compromise Solutions for EI Reform](#), propose au gouvernement un ensemble de mesures concrètes.

Les ateliers organisés par l'IRPP entre l'automne 2021 et l'été 2022 ont réuni des experts de l'assurance-emploi issus du monde universitaire, d'associations professionnelles, d'organisations non gouvernementales et de syndicats. Ces événements ont permis une discussion plus approfondie et interactive sur la réforme de l'assurance-emploi que les consultations officielles du gouvernement. Emploi et Développement social Canada a apporté son soutien financier, et plusieurs de ses représentants et d'autres du ministère des Finances ont participé aux ateliers.

Un webinaire en français (« [Comment améliorer l'assurance-emploi](#) ») animé par Jennifer Ditchburn a attiré 150 participants qui ont assisté à un débat d'experts sur les défis posés par le régime



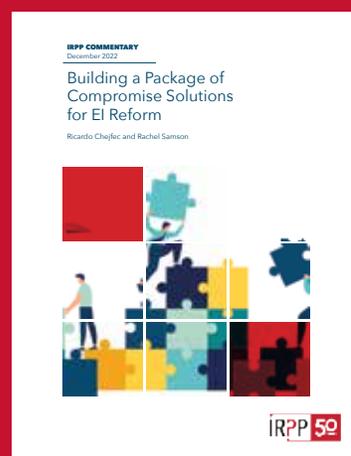
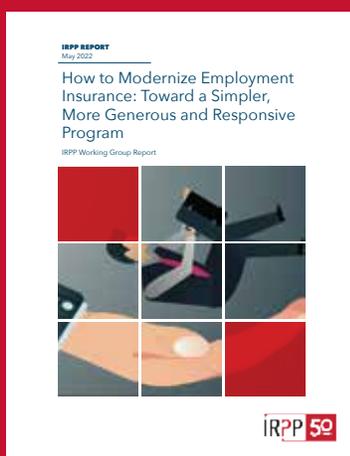
## NOTRE INCIDENCE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES : ASSURANCE-EMPLOI

Notre travail sur la réforme de l'assurance-emploi a consolidé la réputation de l'IRPP en tant que voix influente sur cette question importante. Avec trois publications, trois ateliers d'experts, un webinaire, un balado et plusieurs articles dans *Options politiques*, le *Globe and Mail* et le *Hill Times*, nous avons représenté une source

précieuse de connaissances et d'idées pour les gouvernements fédéral et provinciaux. Au cours de l'année, nos experts ont également informé des fonctionnaires de Finances Canada et d'Emploi et Développement social Canada, ainsi que des représentants du gouvernement du Manitoba.

Les travaux de l'IRPP sur la réforme de l'assurance-emploi ont été cités dans le *Globe and Mail*, par la CBC et ailleurs. Nos chercheurs ont été interviewés pour des articles parus dans le *National Post*, le *Hill Times*, iPolitics et le *Toronto Star*, ainsi que pour des émissions de radio à Calgary et à Edmonton.

d'assurance-emploi actuel et les possibilités de réforme. L'événement a donné lieu à de vifs échanges. Les panélistes étaient Pierre Céré, porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses du Québec, Pierre Fortin, professeur émérite en économie à l'Université du Québec à Montréal, Christina Santini, analyste principale à la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Norma Kozhaya, vice-présidente à la recherche et économiste au Conseil du patronat du Québec, et Pierre Laliberté, commissaire représentant les travailleurs à la Commission de l'assurance-emploi du Canada.



# Défis du vieillissement et Le filet social des adultes en âge de travailler

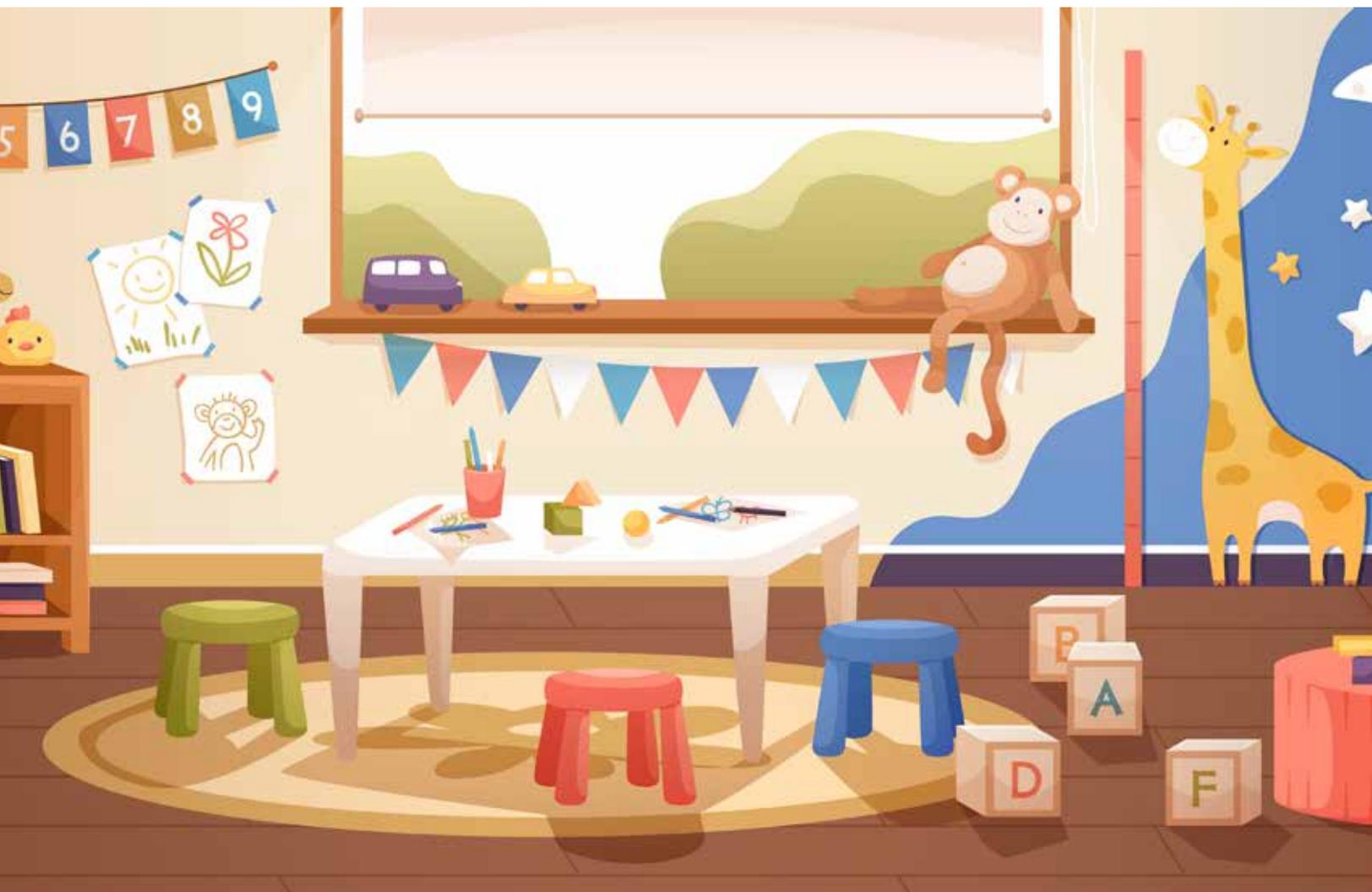
Rachel Samson

Cette année, nos recherches sur le filet de sécurité sociale ont couvert des questions allant de la petite enfance jusqu'à l'âge d'or, avec deux rapports reflétant des questions politiques de premier plan relatives à ces deux moments charnière d'une vie.

Le déploiement des accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires a servi de toile de fond à l'étude de Gordon Cleveland intitulée [Apprentissage et garde des jeunes enfants au Canada: d'où partons-nous, où allons-nous?](#) Ce rapport évalue le caractère abordable, l'accessibilité et la qualité des services de garde

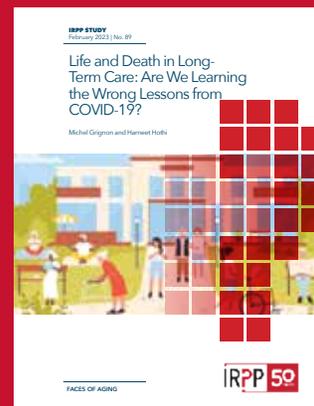
d'enfants au cours des 30 dernières années. Il fait état de progrès considérables dans de nombreux domaines. Il note toutefois que les frais de garde ont continué d'augmenter au fil du temps et que les progrès ont été relatifs dans les provinces et les territoires en ce qui concerne les ratios personnel-enfants, les salaires des éducatrices de la petite enfance et le financement pour les familles à faible revenu.

Dans notre deuxième étude, [Life and Death in Long-term Care: Are we Learning the Wrong Lessons from COVID-19?](#), Michel Grignon et Harneet Hothi concluent que la mesure de la mortalité différentielle dans les établissements de soins de longue durée utilisée le plus souvent pendant la pandémie est trompeuse. Ils suggèrent



une approche différente qui compare la mortalité en institution avec celle des populations d'âge similaire dans la collectivité au sens large. Les auteurs ont également mis en garde contre une réponse postpandémique rigide et clinique visant à réduire la mortalité parmi les résidents, mais qui pourrait conduire à une qualité de vie encore plus mauvaise pour eux.

Nous avons organisé un [webinaire](#) qui a permis à Joanne Castonguay, commissaire à la santé et au bien-être du Québec, de présenter les conclusions de son rapport sur les soins de longue durée, *Le devoir de faire autrement*. Sa présentation a été suivie d'une discussion animée par Patrick Déry, rédacteur adjoint d'*Options politiques*, avec les invités Yves Couturier, professeur à l'École de travail social de l'Université de Sherbrooke, Quoc Nguyen, interniste-gériatre et épidémiologiste au Centre hospitalier de l'Université de Montréal, et Alain Dubuc, ancien chroniqueur à *La Presse* et membre du conseil d'administration de l'IRPP.



## NOTRE INCIDENCE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES : SOINS AUX ENFANTS ET AUX PERSONNES ÂGÉES

L'IRPP a joué un rôle clé en fournissant des analyses et des conseils en matière de soins de longue durée pendant la pandémie. Nos recherches sur le vieillissement, qui s'étendent sur plus d'une décennie, ont contribué de manière substantielle à la constitution d'un ensemble de connaissances susceptibles de favoriser les réformes indispensables dans ce secteur.

L'étude rédigée par Michel Grignon et Harneet Hothi a formulé un certain nombre de recommandations de grande portée :

- Élaborer des orientations claires à l'intention des établissements de soins de longue durée (SLD) sur l'équilibre approprié entre la prévention de la mort et le soutien de la qualité de vie.

- Améliorer l'efficacité des SLD par des efforts visant à accroître le recours aux soins à domicile et à permettre la spécialisation des établissements.
- Estimer les coûts associés aux SLD dans les décennies à venir, y compris les soins à domicile, et déterminer les mécanismes de financement de ces coûts.

En ce qui concerne la garde d'enfants, l'étude de Gordon Cleveland formule quatre recommandations à l'intention des gouvernements :

- Développer rapidement les structures de garde d'enfants publiques et à but non lucratif.
- Hausser les salaires des éducatrices de la petite enfance.

- Être prêt à injecter davantage de fonds pour assurer l'universalité de la garde d'enfants à 10 \$ par jour dans toutes les provinces et tous les territoires.
- Comblers les écarts en matière de prestations de maternité et de prestations parentales grâce à une réforme de l'assurance-emploi.

À la suite de la publication de son étude, M. Cleveland a été nommé membre du Conseil consultatif national sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Son étude a également fait l'objet d'un article dans le *Globe and Mail*. L'étude de Michel Grignon et Harneet Hothi a fait l'objet d'un article dans *iPolitics*.

# Les compétences de l'avenir et l'apprentissage des adultes

Natalia Mishagina

L'amélioration des possibilités de développement des compétences pour les Canadiens en âge de travailler est une priorité pour les gouvernements dans le contexte des pénuries de compétences et des efforts visant à améliorer les résultats sociétaux. Cette année, deux nouvelles publications ont apporté une contribution précieuse à ce programme de recherche. L'une d'elles évalue de manière critique les approches novatrices en matière de formation dispensée par les employeurs, et l'autre étudie l'expérience internationale en matière de renforcement des programmes d'éducation des adultes.

L'étude d'Yves Blanchet [Les mutuelles de formation au Québec: un modèle à renforcer ou à imiter?](#) analyse l'expérience du Québec en matière de mutuelles de formation, des

associations sectorielles de petites et moyennes entreprises qui mettent en commun leurs ressources pour organiser des formations à l'intention de leurs employés.

L'étude de Judith Walker [Poor Cousin No More: Lessons for Adult Education in Canada from the Past and New Zealand](#) examine les efforts passés du Canada pour créer une stratégie nationale d'éducation des adultes et offre des perspectives à partir d'une réforme de l'éducation des adultes menée en Nouvelle-Zélande. L'étude soutient que pour aider les apprenants, les gouvernements provinciaux et territoriaux doivent intégrer les programmes d'éducation des adultes dans leurs systèmes respectifs d'éducation et de services sociaux. La professionnalisation des éducateurs, la réduction de la stigmatisation des apprenants, la normalisation et la transférabilité des diplômes entre les programmes et les juridictions contribueront à faire sortir les programmes d'éducation des adultes de la marginalité et à les intégrer au courant dominant.





## NOTRE INCIDENCE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES : ÉDUCATION ET FORMATION DES ADULTES

L'étude d'Yves Blanchet sur les mutuelles de formation a attiré l'attention des gouvernements de tout le pays sur l'approche novatrice du Québec en matière de formation et sur la nécessité d'inciter les entreprises à investir dans la formation. L'étude préconise de poursuivre les recherches afin de mieux comprendre les obstacles à la formation dispensée par les employeurs, tout en

soulignant les limites du modèle québécois.

Après la publication de son étude, Yves a été invité à témoigner devant le comité permanent de l'industrie et de la technologie de la Chambre des communes. Le comité a entrepris une étude sur les pénuries de main-d'œuvre et la productivité des petites et moyennes entreprises au Canada.

L'étude de Judith Walker sur l'éducation des adultes s'est avérée très opportune étant donné l'intérêt accru pour le développement des compétences au Canada, en particulier pour les adultes ayant un niveau d'éducation limité. Mme Walker a donné des entrevues à deux journaux et Mme Mishagina a donné deux entrevues radio.





# OPTIONS POLITIQUES

Rédacteur en chef : Les Perreux

Rédactrice adjointe (anglais) : Evangeline Sadler

Rédacteur adjoint (français) : Patrick Déry

Accenture Fellow sur la fonction publique : Kathryn May

*Options politiques* a publié plusieurs articles et séries spéciales pour marquer le 50e anniversaire, en plus d'une couverture quotidienne de nombreux enjeux pour nos 100 000 lecteurs mensuels (en moyenne).





Nous avons publié près de deux douzaines d'articles issus de la série d'événements [Sur le radar des priorités politiques](#) et de notre concours de rédaction pour étudiants des cycles supérieurs, couvrant des sujets aussi divers que les marchés d'approvisionnement de la défense, la crise du logement et le racisme dans les services de garde. Le concours de rédaction a attiré des dizaines de participants et les juges ont été très impressionnés par la qualité des contributions. Nous avons conclu nos activités d'anniversaire avec deux articles sur la réconciliation écrits par Douglas Sanderson (Amo Binashii), professeur de droit à l'Université de Toronto, dont l'un a été coécrit avec l'écrivain et avocat Andrew Stobo Sniderman.

Cette année, une grande partie de notre énergie éditoriale a été consacrée à la couverture des immenses défis que la fonction publique fédérale doit relever et aux appels à la réformer. Ce travail a été mené par Kathryn May, notre Fellow Accenture sur l'avenir de la fonction publique, et appuyé par les contributions d'autres experts. Nous avons également lancé [The Functionary](#), l'infolettre de Mme May qui présente des contenus intéressants sur la fonction publique qui ne correspondent pas tout à fait au format d'*Options politiques*. Après avoir démarré l'été dernier, *The Functionary* compte aujourd'hui 3 000 abonnés fidèles et les efforts de Mme May ont été récompensés par la médaille d'or des Canadian Online Publishing Awards 2022. Mme May a également été finaliste pour la meilleure infolettre dans le cadre de ce concours.

L'une de nos priorités cette année a été d'offrir une plus grande visibilité dans les pages d'*Options politiques* à [nos experts](#) de l'IRPP et à nos excellents rédacteurs. Rachel Samson, Ricardo Chejfec, Étienne Tremblay, Cuong Quy Huynh, Ji Yoon Han et Julian Karaguesian ont collaboré pour la première fois à *Options politiques*, tandis que Patrick Déry, Charles Breton et Rosanna Tamburri ont apporté des contributions récurrentes. Ces collègues enrichissent notre contenu de leur expertise et de leurs réflexions.

Les projets de l'année ont abouti à une [série de reportages](#) suggérée par Alex Marland, membre du conseil d'administration, et organisée par Evangeline Sadler, rédactrice adjointe, sur la manière dont le Parlement peut mieux servir les Canadiens.



# COMMUNICATIONS

Directrice : Cléa Desjardins

Agent des communications : Ricardo Montrose

Responsable des événements : Judy Manny

Agent de mobilisation numérique : Nesi Altaras

Le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'IRPP a guidé nos priorités en matière de communication cette année, avec une série d'événements qui ont renforcé la notoriété de l'Institut dans tout le pays et dont le point culminant a été le gala de collecte de fonds à Ottawa.

Afin de marquer cet anniversaire de manière visible et de rassembler les différents programmes de l'Institut sous une même bannière, l'équipe des communications a travaillé avec un cabinet de design externe pour concevoir un logo et une stratégie de marque visuelle. Des discussions internes ont abouti à un nouveau slogan qui résume la mission et l'histoire de l'Institut :

**Recherches de pointe →  
Décisions éclairées.  
Depuis 1972.**

En plongeant dans nos archives, nous avons découvert une mine de documents démontrant la portée, l'influence et l'incidence de l'Institut sur les politiques publiques canadiennes au cours du demi-siècle écoulé. Nous avons été ravis de pouvoir en utiliser une partie pour réaliser une [vidéo promotionnelle](#) contenant des entrevues d'anciens et d'actuels membres du personnel et du conseil d'administration de l'IRPP, ainsi que des contributeurs réguliers.

S'appuyant sur la réputation de l'Institut en tant qu'organisateur de dialogues et de débats, nous avons cocréé une [série d'événements](#) avec neuf des principales écoles de politiques publiques et d'administration publique du Canada. Ces discussions hybrides, qui se sont tenues en personne et ont été diffusées simultanément en ligne, ont été conçues pour présenter des thèmes de politiques publiques que les étudiants et les professeurs considéraient comme devant être pris en compte par les décideurs politiques. Nous avons également pu utiliser le matériel vidéo et audio des événements pour créer des balados, des vidéos

YouTube et des clips sur les médias sociaux. Le réseau de télévision CPAC a diffusé plusieurs des panels.

Le point culminant des célébrations a été [le gala](#) organisé à Ottawa le 23 novembre 2022. Environ 350 invités se sont réunis au Centre national des arts pour une soirée qui comprenait un provocant panel sur les inégalités raciales et l'élaboration des politiques, un discours principal émouvant du professeur de droit de l'Université de Toronto Douglas Sanderson (Amo Binashii) qui a offert une perspective autochtone sur les politiques publiques, et la lecture d'une œuvre originale du poète et militant Greg Frankson. Le gala a également été l'occasion de remettre deux Prix de mobilisation des connaissances à une étudiante de cycle supérieur (Brittany McDonald) et à une universitaire (Pamela Palmater, de l'Université métropolitaine de Toronto) qui ont accompli un travail exceptionnel pour mieux faire comprendre au public une question clé de politique publique. Les médias locaux ont couvert l'anniversaire et l'événement, ce qui a permis de braquer les projecteurs sur les célébrations.

L'accent mis par le gala sur l'équité, la diversité, l'inclusion et la réconciliation a contribué à la création d'une nouvelle minisérie du balado *d'Options politiques* intitulée *In/Equality*. Animée par Debra Thompson, professeure de sciences politiques à McGill et chercheuse associée à l'IRPP, la série propose des discussions approfondies avec des experts de tout le pays sur les questions d'inégalité. La série est entrée en préproduction à la fin de l'année 2022.

Tout au long de l'année anniversaire, l'équipe des communications a continué à soutenir les programmes principaux de l'IRPP en promouvant les nouveaux projets de l'équipe de recherche, *Options politiques* et le Centre d'excellence sur la fédération canadienne. Nous avons contribué à publier et à faire connaître 7 nouvelles publications de recherche, 377 articles *d'Options politiques* et 5 rapports du Centre d'excellence. Tous ont été mis de l'avant sur les réseaux sociaux de l'IRPP, partagés avec les médias externes et présentés dans nos infolettres hebdomadaires et mensuelles.

# PUBLICATIONS DE RECHERCHE

## Études IRPP

Yves Blanchet

*Les mutuelles de formation au Québec: un modèle à renforcer ou à imiter?*

Avril 2022, Étude IRPP, n° 87

Yves Blanchet

*Training Mutuels in Quebec: A Model to Be Strengthened or Emulated?*

Avril 2022, Étude IRPP, n° 88

Michel Grignon et Harneet Hothi

*Life and death in long-term care: Are we learning the wrong lessons from COVID-19?*

Février 2023, Étude IRPP n° 89

## Repères IRPP

Gordon Cleveland

*Apprentissage et garde des jeunes enfants au Canada: d'où partons-nous, où allons-nous?*

Octobre 2022, Repère IRPP n° 45

Gordon Cleveland

*Early Learning and Child Care in Canada: Where have we come from, where are we going?*

Octobre 2022 Repère IRPP n° 44

Jude Walker

*Poor Cousin No More: Lessons for Adult Education in Canada from the Past and New Zealand.*

Septembre 2022, Repère IRPP n° 43

Mario Polèse

*La refonte de la Loi sur les langues officielles: une nouvelle vision du bilinguisme?*

Octobre 2022, Repères IRPP n° 42

Mario Polèse

*Amending the Official Languages Act: A New Vision of Bilingualism?*

Octobre 2022, Repère IRPP n° 41

## Rapports IRPP

Rapport du groupe de travail de l'IRPP

*How to Modernize Employment Insurance: Toward a Simpler, More Generous and Responsive Program*

Rapport IRPP (mai 2022)

Allison Harell et Laura B. Stephenson

*Elections During a Health Crisis: Voter Involvement and Satisfaction across Pandemic Elections in Canada*

Rapport IRPP (mai 2022)

Rapport du groupe de travail de l'IRPP

*Financing Employment Insurance Reform: Finding the Right Balance*

Rapport IRPP (décembre 2022)

Ricardo Chejfec et Rachel Samson

*Building a Package of Compromise Solutions for EI Reform.*

Commentaire IRPP (décembre 2022)

## Bulletin

Charles Breton et Andrew Parkin

*Federal transfers to provinces: public preferences*

Avril 2022, n° 1

Ji Yoon Han et Charles Breton

*The End of COVID-19 Restrictions?*

Mai 2022, n° 2

Ji Yoon Han et Charles Breton

*La fin des restrictions contre la COVID ?*

Mai 2022, n° 2

Charles Breton, Olivier Jacques et Andrew Parkin

*Resentment in the Canadian Federation*

Octobre 2022, n° 3

Charles Breton, Olivier Jacques et Andrew Parkin

*Le ressentiment dans la fédération canadienne*

Octobre 2022, n° 3

## Événements

### Webinaire

« Soins aux aînés : comment faire en sorte que cette fois-ci soit la bonne ? »

Joanne Castonguay, Yves Couturier, Alain Dubuc

Modérateur : Patrick Déry

Avril 2022

### Conférence

« The puzzling persistence of racial inequality in Canada »

Keith Banting et Debra Thompson

Juin 2022, Montréal

### Webinaire

« Comment améliorer l'assurance-emploi »

Pierre Céré, Pierre Fortin, Norma Kozhaya, Pierre Laliberté, Christina Santini

Modératrice : Jennifer Ditchburn

Février 2023

### Conférence

« La révolution du travail : Un nouveau paradigme à l'ère postpandémique »

Jean-Nicolas Reyt

Modératrice : Jennifer Ditchburn

Mars 2023, Montréal

## Série Sur le radar des priorités politiques

Hybride (webinaire et Hamilton)

« Health tech: The politics and policies of remote rehabilitation »

Avril 2022

Hybride (webinaire et Montréal)

« The future of national security in the world of the "n-block war" »

Septembre 2022

Hybride (webinaire et Halifax)

« Housing challenges and the rural-urban divide »

Septembre 2022

Hybride (webinaire et Regina)

« What does the future of Indigenous governance look like? »

Septembre 2022

Hybride (webinaire et Vancouver)

« Building climate resilience »

Octobre 2022

Hybride (webinaire et Calgary)

« Rapid changes and transformations: The future of Canada's energy transition »

Octobre 2022



UN

SAVOIR

GARANT

D'AVENIR

**IRPP** 50  
ANS

INSTITUT DE RECHERCHE  
EN POLITIQUES PUBLIQUES

# COMITÉ DES PLACEMENTS

Président : Ali Suleman

Membres : Elizabeth Roscoe, Jason Stewart et Ray Williams

Administrateurs non membres du conseil d'administration : Enrique Cuyegkeng, Monika Skiba et Peter von Schilling

Le Fonds de dotation de l'IRPP appuie le travail de l'Institut. Afin de maintenir la valeur réelle du fonds (après inflation), le rôle du comité d'investissement est le suivant :

- conseiller le conseil d'administration sur la stratégie d'investissement ;
- déterminer et recommander la meilleure composition des actifs ;
- sélectionner les gestionnaires de placements externes puis les tenir responsables de leur performance (en matière de rendement comme de risque) dans le cadre de la réalisation des objectifs du mandat ;
- agir auprès du conseil d'administration en tant que ressource sur les questions d'investissement.

La commission des investissements et le conseil d'administration ont toujours reconnu que le maintien des activités de l'Institut et la protection de la valeur du Fonds peuvent représenter des objectifs contradictoires. C'est pourquoi le comité a utilisé au fil des années différentes approches, compositions de l'actif et formules pour déterminer le montant de retrait annuel du Fonds nécessaire aux activités de l'Institut tout en assurant la viabilité à long terme du Fonds.

Nous avons créé un deuxième fonds en 2019 après avoir reçu une subvention de 10 millions de dollars du gouvernement fédéral pour créer le Centre d'excellence sur la fédération canadienne. Ce nouveau fonds, connu sous le nom de Fonds du Centre, est géré selon les mêmes politiques et procédures que le Fonds de dotation, désormais rebaptisé Fonds de base. Les prélèvements sur le Fonds du Centre sont spécifiquement liés aux activités du Centre.

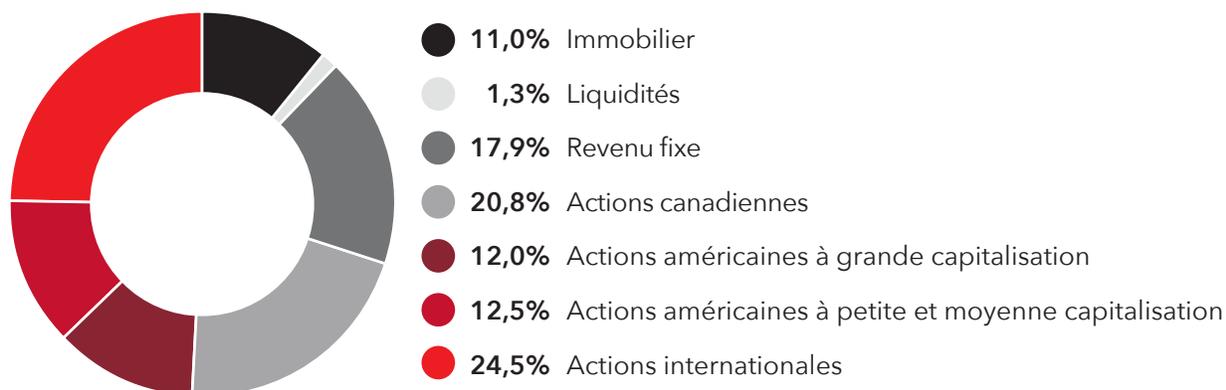
Cette année, conformément à notre pratique de révision constante de nos stratégies de placement, nous avons désigné Connor, Clark & Lunn en tant que gestionnaire d'actions canadiennes pour les deux fonds et adopté une stratégie indicelle S&P 500/passive pour les actions américaines gérées par Blackrock Canada. La relation avec Burgundy a été maintenue pour les mandats d'actions américaines à petite capitalisation et d'actions EAEO.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, le Fonds de base a progressé de 3,6 % sur une base brute (2,9 % nets de frais), tandis que le Fonds du Centre a gagné 3,8 % sur une base brute (2,9 % nets de frais). Ces deux fonds ont surperformé leurs indices de référence en raison de la forte performance relative des composantes actions des portefeuilles, qui ont rebondi au cours de la deuxième moitié de l'année 2022 et du premier trimestre 2023. Les marchés d'actions et de titres à revenu fixe ont connu des baisses en raison de la rapidité et de l'ampleur de la hausse des taux d'intérêt, mais ont fait preuve de vigueur une fois que la volatilité du marché a commencé à s'atténuer vers la fin de l'année civile. Le 31 mars 2023, la valeur de marché du Fonds de base était de 44 363 618 \$ et celle du Fonds du Centre était de 10 735 378 \$ après retraits.

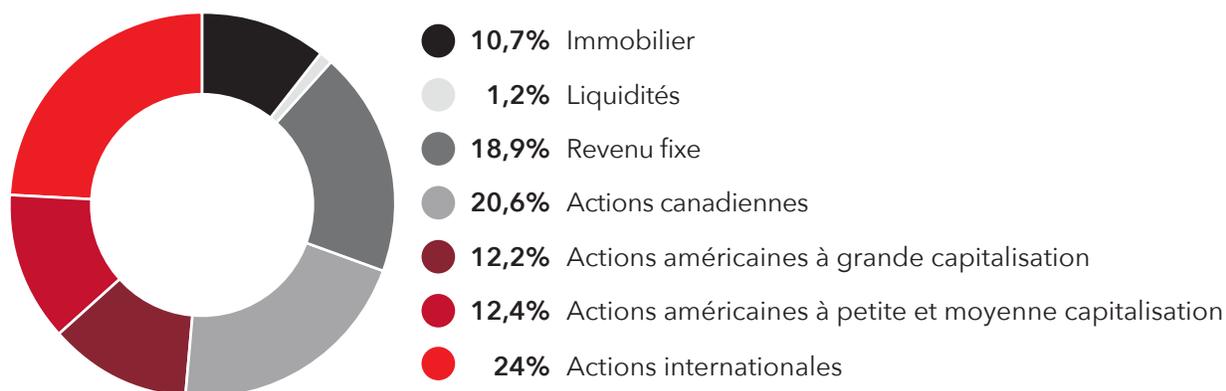
Depuis sa création en 1972 avec une dotation de 20 M\$, le Fonds de base a versé 90 M\$ pour soutenir les activités de l'IRPP, tout en ayant plus que doublé de valeur.

Les répartitions respectives des actifs des fonds sont détaillées ci-dessous.

## FONDS DE BASE



## FONDS DU CENTRE D'EXCELLENCE



## FONDS DE BASE ET FONDS DU CENTRE FAITS SAILLANTS

	Année fiscale				
	2023	2022	2021	2020	2019
Valeur marchande du Fonds de base	44 363 618 \$	45 681 995 \$	44 727 414 \$	37 790 737 \$	42 668 109 \$
Rendement (avant retraits et frais)	3,6 %	8,5 %	25,3 %	- 5,3 %	8 %
Rendement (après retraits et frais)	- 4,9 %	2,4 %	18,4 %	- 11,4 %	1,7 %
Valeur de marché du Fonds du Centre	10 735 378 \$	10 979 024 \$	10 715 776 \$	8 908 118 \$	s.o.
Total du Fonds de base et du Fonds du Centre	55 098 996 \$	56 661 019 \$	55 443 190 \$	46 698 855 \$	s.o.
Dépenses totales pour les opérations (hors frais)	3 499 755 \$	2 940 032 \$ <sup>3</sup>	2 872 102 \$ <sup>2</sup>	2 325 443 \$	2 279 262 \$
Total des frais de gestion	3 829 875 \$ <sup>2</sup>	3 263 181 \$ <sup>2</sup>	3 078 038 \$ <sup>2</sup>	3 096 443 \$ <sup>2</sup>	2 872 336 \$
Contribution des fonds	412 985 \$ <sup>4</sup>	540 233 \$ <sup>4</sup>	343 293 \$	306 584 \$	346 260 \$
Contribution des fonds aux opérations	84 %	90,1 %	93,3 %	75,1 % <sup>1</sup>	79,3 % <sup>1</sup>

<sup>1</sup>Contribution du Fonds de base uniquement.

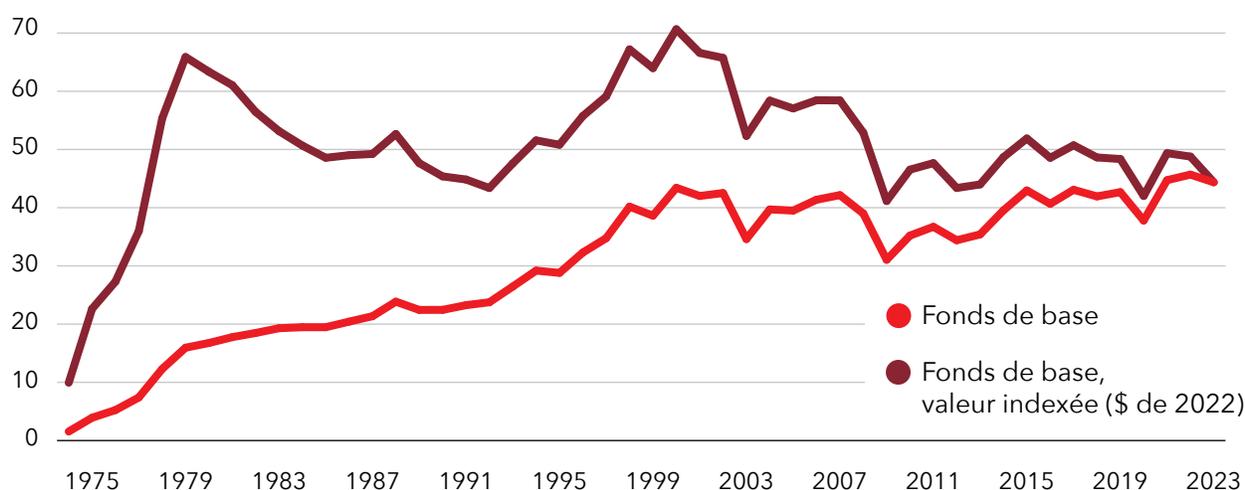
<sup>2</sup>Comprend les retraits sur le Fonds du Centre et d'autres recettes perçues au cours de l'année.

<sup>3</sup>Comprend le prélèvement sur le Fonds du Centre et un prélèvement supplémentaire sur le Fonds de base autorisé par le conseil d'administration.

<sup>4</sup>Comprend les commissions de gestion et de performance, les droits de garde et les honoraires des consultants financiers. L'augmentation en 2022 reflète les commissions de performance pour Burgundy Asset Management (BAM).

## VALEUR DU FONDS DE BASE, NOMINALE ET AJUSTÉE À L'INFLATION, 1974-2023

(millions de dollars)



# ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2023



INSTITUT DE RECHERCHE  
EN POLITIQUES PUBLIQUES

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE  
L'INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES  
PUBLIQUES

## OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut de recherche en politiques publiques (l'« organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2023 et l'état de l'évolution de l'actif net, l'état des produits et des charges et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects d'importance, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

## FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers

conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

## RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies importantes, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies importantes, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie importante résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie importante résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à

des événements ou situations susceptibles de jeter une incertitude importante sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude importante, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Ernst + Young LLP*<sup>1</sup>

Montréal, Canada  
Le 6 juin 2023

<sup>1</sup> CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A124456

# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
<b>ACTIFS</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	2 833 683	949 359
Placements à court terme [note 3]	400 000	–
Débiteurs [note 4]	223 047	172 042
Frais payés d'avance	54 243	14 588
<b>Total des actifs à court terme</b>	<b>3 510 973</b>	<b>1 135 989</b>
Placements [note 5]	54 393 600	56 661 019
Immobilisations corporelles [note 6]	120 113	150 644
	<b>58 024 686</b>	<b>57 947 652</b>
<b>PASSIFS</b>		
<b>À court terme</b>		
Créditeurs et frais courus [note 8]	1 387 654	207 903
Apports reportés [note 9]	783 072	507 796
<b>Total des passifs à court terme</b>	<b>2 170 726</b>	<b>715 699</b>
Engagements [note 12]		
<b>ACTIF NET</b>		
Dotation de base (grevée d'une affectation interne)	45 482 439	46 428 607
Dotation pour le centre d'excellence (affectée)	11 649 087	11 067 585
Non affecté	(1 277 566)	(264 239)
<b>Total de l'actif net</b>	<b>55 853 960</b>	<b>57 231 953</b>
	<b>58 024 686</b>	<b>57 947 652</b>

Voir les notes complémentaires.

# ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice clos le 31 mars 2023

	Dotation de base (grevée d'une affectation interne)	Dotation pour le centre d'excellence (affectée)	Non affecté	Total 2023	Total 2022
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>46 428 607</b>	<b>11 067 585</b>	<b>(264 239)</b>	<b>57 231 953</b>	55 988 294
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	–	47 765	(1 425 758)	(1 377 993)	1 243 659
Transfert - Dotation de base [note 10]	(946 168)	–	946 168	–	–
Transfert - Centre d'excellence [note 10]	–	533 737	(533 737)	–	–
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>45 482 439</b>	<b>11 649 087</b>	<b>(1 277 566)</b>	<b>55 853 960</b>	57 231 953

Voir les notes complémentaires.

# ÉTAT DES PRODUITS ET DES CHARGES

Exercice clos le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
<b>REVENUS</b>		
Apport à titre du Fonds de la sixième décennie [note 9]	–	(163 674)
Apports partenaires et collaborateurs	347 276	300 066
Apports autres	21 475	15 827
Publications et événements	3 993	3 236
Publicité et promotion <i>Options politiques</i>	26 500	25 497
Apport à titre du 50 <sup>e</sup> anniversaire [note 9]	211 800	–
	611 044	180 952
<b>CHARGES</b>		
Services généraux de recherche et de soutien	2 051 863	1 945 906
Centre d'excellence [note 11]	457 763	443 133
<i>Options politiques</i>	733 722	635 634
Charges au titre du 50 <sup>e</sup> anniversaire	197 389	–
Autres publications	15 277	6 835
Intérêts et frais bancaires	10 105	5 889
Amortissement des immobilisations corporelles	33 636	25 784
	3 499 755	3 063 181
Insuffisance des produits sur les charges avant les éléments ci-dessous	(2 888 711)	(2 882 229)
<b>Revenus nets de placement</b> [note 10]		
Variation de la juste valeur des placements	(1 616 000)	1 779 660
Revenus de dividendes	1 662 491	1 504 562
Gain sur la cession de placements	1 529 221	1 087 595
Revenus d'intérêts	320 251	277 391
Coûts de transaction	(385 245)	(523 320)
	1 510 718	4 125 888
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<b>(1 377 993)</b>	<b>1 243 659</b>

Voir les notes complémentaires.

# ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars 2023

	2023	2022
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(1 377 993)	1 243 659
Ajouter (déduire) les éléments sans effet de trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	33 636	25 784
Variation de la juste valeur des placements	1 616 000	(1 779 660)
	<b>271 643</b>	(510 217)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement [note 13]	1 364 367	238 260
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>1 636 010</b>	(271 957)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition de placements	-	(69 529)
Produit de la cession de placements	651 419	631 360
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 105)	(51 751)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>648 314</b>	510 080
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice</b>	<b>2 284 324</b>	238 123
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	949 359	711 236
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>3 233 683</b>	949 359

Voir les notes complémentaires.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice clos le 31 mars 2023

## 1. ACTIVITÉS DE L'ORGANISME

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (l'« organisme ») a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux actuels et à venir en matière de politiques auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. L'indépendance de l'organisme est assurée par un fonds de dotation, constitué de la dotation de base (grevée d'une affectation interne), établi au début des années 1970 grâce aux apports des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que du secteur privé, et d'un second fonds (le « centre d'excellence ») (affectée), établi en 2019 grâce à une subvention du gouvernement du Canada accordée expressément à l'appui des activités du centre d'excellence sur la fédération canadienne de l'Institut. L'organisme est constitué en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* et enregistré en tant qu'organisme de bienfaisance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et la *Loi sur les impôts* (Québec). L'organisme n'est donc pas assujéti à l'impôt sur le revenu.

## 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

### Constataion des produits

L'organisme utilise la méthode du report pour la comptabilisation de ses produits. Les apports affectés sont reportés et sont comptabilisés en produits dans l'année où les dépenses connexes sont engagées lorsque les sommes sont reçues ou sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports non affectés sont comptabilisés en produits lorsque les sommes sont reçues ou sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les dotations sont comptabilisées à titre d'augmentations directes de l'actif net.

Les produits de publicité et de promotion sont comptabilisés lorsqu'il y a des éléments probants convaincants qu'un accord existe, que les services ont été rendus et que le prix est déterminé ou déterminable. Ceux-ci sont alors comptabilisés sur une base linéaire pour la durée du contrat à partir du moment où le service commence à être rendu. La portion des montants reçus qui ne peut pas être constatée dans l'année en cours est comptabilisée en tant que produits reportés à l'état de la situation financière sous forme de produits de commandite perçus d'avance.

Les produits de publications et d'événements sont comptabilisés lorsqu'il y a des éléments probants convaincants qu'un accord existe, que le bien a été vendu,

que les services ont été rendus et que le prix est déterminé ou déterminable. La portion des montants reçus qui ne peut pas être constatée dans l'année en cours est comptabilisée en tant que produits reportés à l'état de la situation financière sous forme de produits de publications et d'événements perçus d'avance.

Les transactions relatives aux investissements sont comptabilisées à la date de transaction et les produits associés à ces transactions sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, les revenus de dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende et les variations de la juste valeur sont constatées au moment où elles se produisent.

### Répartition des charges

La répartition des salaires est fondée sur le pourcentage de temps consacré par les employés aux activités d'Options politiques et du centre d'excellence. Les dépenses non salariales sont réparties proportionnellement entre les activités d'Options politiques. Conformément à l'entente aux termes de laquelle a été créé le centre d'excellence, aucune charge indirecte n'est imputée à ce secteur d'activité.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des actifs respectifs selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux indiqués et sur la durée de la période indiquée ci-dessous :

Équipement informatique	33%
Mobilier et agencements	20%
Améliorations locatives	Sur la durée du contrat

### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme qui comprennent les immobilisations corporelles sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif destiné à être conservé et utilisé excède les flux de trésorerie nets futurs non actualisés découlant de son utilisation et de sa sortie éventuelle. Le montant de la perte de valeur comptabilisée est mesuré comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur. Une perte de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises si la juste valeur de l'actif en question s'accroît ultérieurement.

### Instruments financiers

#### Évaluation des instruments financiers

L'organisme comptabilise initialement un instrument financier créé, acquis, émis ou pris en charge dans une opération conclue dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur.

Les instruments d'emprunt ou les instruments de capitaux propres contractés dans une opération entre apparentés qui sont cotés sur un marché actif, les instruments d'emprunt pour lesquels les données d'entrée importantes pour la détermination de leur juste valeur sont observables, et les instruments dérivés sont également comptabilisés initialement à la juste valeur.

Les instruments financiers contractés dans une opération entre apparentés et assortis de modalités de remboursement sont initialement comptabilisés au coût, établi au moyen des flux de trésorerie non actualisés de ces instruments, compte non tenu des paiements d'intérêts et de dividendes. Les instruments financiers contractés dans une opération entre apparentés et non assortis de modalités de remboursement sont comptabilisés au coût, qui est déterminé en fonction de la contrepartie transférée ou reçue par l'organisme. La contrepartie assortie de modalités de remboursement est évaluée tel qu'il est décrit ci-dessus alors que la contrepartie non assortie de modalités de remboursement est comptabilisée à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon les circonstances.

L'organisme comptabilise ses coûts de transaction dans l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés. Par contre, les instruments financiers contractés dans une opération conclue dans des conditions de pleine concurrence qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont ajustés en fonction du montant des coûts de transaction directement attribuables à leur création, à leur émission ou à leur prise en charge; ces coûts de transaction et les commissions sont amortis sur une base linéaire.

Par la suite, l'organisme évalue les instruments financiers comme suit:

- les instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif à la juste valeur;
- l'ensemble des autres actifs financiers, qui comprennent l'encaisse, les placements à court terme et les débiteurs (sauf les taxes de vente à recevoir) au coût après amortissement;
- les passifs financiers évalués au coût après amortissement, qui comprennent les créditeurs et les frais courus au coût après amortissement.

#### *Dépréciation d'actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement*

S'il existe des indications d'une dépréciation possible, l'organisme doit déterminer s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif financier. Le montant de toute perte de valeur est déterminé en comparant la valeur comptable de l'actif financier au plus élevé des trois montants suivants:

- i) pour un actif financier créé ou acquis dans le cadre d'une opération conclue dans des conditions de pleine concurrence, la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'actif, calculée au moyen d'un taux d'intérêt actuel du marché, approprié à cet actif, et pour un instrument d'emprunt contracté dans une opération entre apparentés, le montant des flux de trésorerie non actualisés attendus de l'actif, compte non tenu des paiements d'intérêts et de dividendes de l'instrument;
- ii) le prix qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif à la date de clôture de l'état de la situation financière;
- iii) la valeur de réalisation attendue de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif, déduction faite de l'ensemble des coûts nécessaires à l'exercice de la garantie.

Une perte de valeur déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise dans la mesure où l'amélioration peut être rattachée à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, mais la valeur comptable ajustée de l'actif financier ne doit pas être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de la reprise si la perte de valeur n'avait pas été comptabilisée.

### 3. PLACEMENTS À COURT TERME

Ce montant se compose d'un dépôt à terme arrivant à échéance en avril 2023 (néant en 2022) et portant intérêt à un taux de 3,25 % (néant en 2022).

### 4. DÉBITEURS

	2023	2022
	\$	\$
Comptes clients	38 918	58 140
Revenu de placement à recevoir	121 011	41 291
Taxes de vente à recevoir	63 118	72 611
	<b>223 047</b>	<b>172 042</b>

### 5. PLACEMENTS

Les placements liés à la dotation de base (grevée d'une affectation interne) (« DB ») sont composés de fonds d'actions, d'obligations (dont des fonds hypothécaires) et de biens immobiliers en gestion commune et sont présentés à la juste valeur de 43 731 140 \$ (45 681 995 \$ en 2022) et ont un coût de 32 805 383 \$ (33 194 684 \$ en 2022).

Les placements liés à la dotation pour le centre d'excellence (affectée) (« DCE ») (voir note 11) sont composés de fonds d'actions et d'obligations (dont des fonds hypothécaires) en gestion commune et sont présentés à la juste valeur de 10 662 460 \$ (10 979 024 \$ en 2022) et ont un coût de 9 502 413 \$ (9 764 531 \$ en 2022).

	2023	2022
	\$	\$
Fonds d'actions en gestion commune EAEO - DB	9 236 070	11 284 272
Fonds d'actions américaines en gestion commune - DB	10 862 577	12 124 714
Fonds d'obligations (dont des fonds hypothécaires) en gestion commune - DB	10 886 209	10 281 445
Fonds d'actions canadiennes en gestion commune - DB	7 882 315	7 176 015
Fonds de biens immobiliers canadiens en gestion commune - DB	4 863 970	4 815 549
Fonds d'actions étrangères en gestion commune EAEO - DCE	2 215 399	2 651 150
Fonds d'actions américaines en gestion commune - DCE	2 652 269	2 805 751
Fonds d'obligations (dont des fonds hypothécaires) en gestion commune - DCE	2 581 047	2 534 848
Fonds d'actions canadiennes en gestion commune - DCE	2 063 471	1 848 451
Fonds de biens immobiliers canadiens en gestion commune - DCE	1 150 273	1 138 824
	<b>54 393 600</b>	<b>56 661 019</b>

## 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2023		
	Coût	Amortissement cumulé	Montant net
	\$	\$	\$
Équipement informatique	64 419	31 833	32 586
Mobilier et agencements	170 049	155 918	14 131
Améliorations locatives	188 660	115 264	73 396
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>423 128</b>	<b>303 015</b>	<b>120 113</b>

	2022		
	Coût	Amortissement cumulé	Montant net
	\$	\$	\$
Équipement informatique	61 314	11 990	49 324
Mobilier et agencements	170 049	151 299	18 750
Améliorations locatives	188 660	106 090	82 570
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>420 023</b>	<b>269 379</b>	<b>150 644</b>

## 7. FACILITÉ DE FINANCEMENT

L'organisme a une marge de crédit de 3 000 000 \$ révisée annuellement avec l'institution financière.

La dette bancaire impayée à tout moment est remboursable sur demande, est garantie par une hypothèque mobilière de 5 000 000 \$ majorée de 20 % de la valeur du portefeuille de fonds de base détenu auprès de Burgundy Assets Management Ltd. et porte intérêt à un taux de 0 % en sus du taux d'emprunt préférentiel de la banque. Aux 31 mars 2023 et 2022, l'organisme n'avait pas de solde impayé sur cette marge de crédit et aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité.

## 8. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2023	2022
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	176 228	192 081
Opérations de placement non encore réglées	1 189 380	–
Déduction à la source à payer	22 046	15 822
	<b>1 387 654</b>	<b>207 903</b>

L'organisme a effectué des opérations de placement avant la date de clôture de l'exercice et ces opérations ont été réglées après le 31 mars 2023. Elles sont donc présentées séparément.

## 9. APPORTS REPORTÉS

L'apport de la sixième décennie (anciennement apport de la cinquième décennie) est composé d'apports reçus et affectés à des fins spécifiques au gré du Président et approuvés par le conseil d'administration. Au cours de l'exercice, aucun apport n'a été comptabilisé dans les opérations.

Le montant au titre de la bourse représente les fonds recueillis lors de la soirée du 50e anniversaire pour financer une nouvelle bourse destinée à un chercheur autochtone, noir ou racisé en début de carrière. Au cours de l'exercice, un montant de 506 800 \$ a été comptabilisé dans les revenus et un montant de 295 000 \$ a été réservé pour la bourse à verser.

	2023	2022
	\$	\$
Apport de la sixième décennie (anciennement apport de la cinquième décennie)	418 072	409 296
Bourse	295 000	–
Divers	70 000	98 500
	<b>783 072</b>	<b>507 796</b>

## 10. TRANSFERTS INTERFONDS

L'actif net affecté aux opérations, en vertu d'affectations internes imposées par le conseil d'administration, doit être maintenu pour financer les opérations de l'organisme. Pour financer les opérations de l'organisme, le conseil d'administration autorise un transfert annuel de ressources de l'actif net affecté à l'actif net non affecté. Ce transfert de ressources est déterminé au moyen d'une formule approuvée par le conseil d'administration.

	2023	2022
	\$	\$
Montant annuel établi selon la formule prédéterminée	2 485 095	2 355 794
Moins : Revenus nets (pertes nettes) de placement - fonds de dotation de base	1 538 927	3 369 983
	<b>946 168</b>	<b>(1 014 189)</b>

Le conseil d'administration autorise également un transfert annuel de ressources de l'actif net affecté à la Dotation pour le centre d'excellence à l'actif net non affecté. Le transfert de ressources est déterminé au moyen d'une formule approuvée par le conseil d'administration. Un montant de 533 537 \$ a été prélevé (un montant de 503 960 \$ a été transféré en 2022) pendant l'exercice.

En outre, un montant de néant (163 674 \$ en 2022) a été reçu et transféré du fonds de dotation de base au fonds non affecté.

## 11. DOTATION POUR LE CENTRE D'EXCELLENCE (AFFECTÉE)

Les actifs nets liés à la dotation pour le centre d'excellence (affectée) représentent l'apport reçu du ministère du Patrimoine canadien pour la création d'un centre d'excellence sur la fédération canadienne, une initiative de recherche permanente visant à promouvoir une compréhension commune de la communauté fédérale du Canada, et pour soutenir les opérations du centre qui consistent à mener et à publier des recherches sur la fédération canadienne dans l'intérêt de la population canadienne dans le cadre de sa mission. L'organisme doit conserver en tout temps un montant établi d'actifs nets liés à la dotation pour le centre d'excellence (affectée). Les fonds doivent être investis selon

les lignes directrices en matière de politique de placement de l'organisme. Le revenu produit par les actifs liés à la dotation du centre d'excellence (affectée) peut servir à couvrir les frais d'exploitation directs annuels et les coûts directs liés aux activités et événements de recherche. La dotation pour le centre d'excellence a été obtenue en mars 2019. En 2023, des pertes nettes de placement de 28 209 \$ ont été subies au titre de la dotation pour le centre d'excellence (affectée) (des revenus nets de placement de 755 905 \$ ont été réalisés en 2022) et les frais d'exploitation directs du centre d'excellence se sont établis à 457 763 \$ (443 133 \$ en 2022).

## 12. ENGAGEMENTS

Les paiements minimums exigibles en vertu de contrats de location-exploitation, à l'exclusion de certains frais d'exploitation pour lesquels l'organisme est responsable, sont approximativement les suivants :

	\$
2024	133 000
2025	123 000
2026	134 000
2027	155 000
2028	155 000
Par la suite	388 000
	<b>1 088 000</b>

## 13. FLUX DE TRÉSORERIE

a) La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement comprend ce qui suit :

	2023	2022
	\$	\$
Débiteurs	(51 005)	(73 936)
Frais payés d'avance	(39 655)	56 837
Créditeurs et frais courus	1 179 751	23 185
Apports reportés	275 276	232 174
	<b>1 364 367</b>	<b>238 260</b>

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent ce qui suit :

	2023	2022
	\$	\$
Encaisse	2 833 683	949 359
Placements à court terme	400 000	-
	<b>3 233 683</b>	<b>949 359</b>

## 14. INSTRUMENTS FINANCIERS

### Politique de gestion des risques

L'organisme, en raison de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse qui suit fournit une mesure de l'exposition aux risques de l'organisme au 31 mars 2023.

### Risque de crédit

L'organisme, dans le cours normal de ses activités, fournit du crédit à ses utilisateurs. L'organisme est exposé au risque de crédit en ce qui concerne ses débiteurs, mais n'est exposé à aucun risque important à l'égard d'une personne en particulier ou d'une quelconque contrepartie. L'organisme établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte du risque de crédit d'utilisateurs particuliers, des tendances historiques et d'autres informations économiques.

### Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses placements à court terme portant intérêt à des taux fixes, mais a déterminé que ce risque était faible.

### Autre risque de prix

Les placements de l'organisme l'exposent à l'autre risque de prix étant donné que les changements des prix de marché peuvent entraîner une variation de la juste valeur des flux de trésorerie entraînés par ces placements. Le risque maximum résultant de ces instruments financiers est équivalent à leur juste valeur.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme gère ce risque en faisant un suivi constant des flux de trésorerie prévus et annuels et des échéances de ses passifs financiers, en maintenant des actifs liquides ou facilement convertibles en argent et en ayant accès à du financement additionnel provenant de sa marge de crédit.

# NOS COMMANDITAIRES ET NOS COLLABORATEURS

Un grand merci aux commanditaires et collaborateurs suivants qui ont appuyé nos activités avec tant de générosité cette année :

Accenture  
Amazon  
Bennett Jones  
Boyden  
Burgundy Asset Management  
Conseil canadien des affaires  
L'Association canadienne de l'immobilier (ACI)  
Canadian Wireless Communications  
Université Carleton  
Université Concordia  
Conference Board of Canada  
Co-operators  
Edelman  
Enbridge  
First Nations Major Projects Coalition  
Génome Canada  
Médicaments novateurs Canada  
LDIC Inc.  
Medavie  
Memorial University  
Moderna  
Navigator  
Pathways Alliance  
Peter Ballantyne Group of Companies  
Power Corporation  
RBC  
Rubicon Strategy  
Sunlife  
TD  
Teck Resources  
Universités Canada  
Vancity  
YouTube



INSTITUT  
DE RECHERCHE  
EN POLITIQUES  
PUBLIQUES



1470, rue Peel #200  
Montréal, Québec  
Canada H3A 1T1

T (514) 985-2461  
F (514) 985-2559  
[irpp@irpp.org](mailto:irpp@irpp.org)  
[irpp.org](http://irpp.org)